

ment négligeable. La presse bourgeoise a signalé par contre avec complaisance l'hostilité des grévistes bavarois vis-à-vis des distributeurs de tracts stalinien. Quoi qu'il en ait été, il est certain que la classe ouvrière allemande éprouve dans sa grande majorité une répulsion profonde pour ceux-ci. Si les ouvriers allemands n'ont pas oublié la guerre et le nazisme ils n'ont pas oublié non plus l'attitude des staliniens vis-à-vis d'eux pendant la guerre et à la fin de celle-ci (6). Le souvenir des pillages et des viols commis par l'Armée Russe, le mépris de celle-ci pour le prolétariat allemand, ont été pour eux la traduction claire et concrète du contenu "socialiste" de l'Etat de Staline. Cette expérience, même si elle a eu lieu en Allemagne orientale, s'est inévitablement diffusée dans l'Ouest du pays par l'immigration permanente de gens venant de la zone russe, le retour de prisonniers, les contacts gardés avec des parents et amis. On comprend dès lors que les tentatives des staliniens de présenter les grèves comme une partie de la « lutte des peuples pour la politique de paix de l'Union Soviétique » aient été très mal reçues par les métallos de Bavière.

Les réactions de la bourgeoisie occidentale, principalement anglaise et française, ont été déterminées surtout par ses préoccupations concernant les marchés d'exportation, envahis de plus en plus par les produits allemands. Les citations suivantes des journaux anglais sont caractéristiques à ce sujet :

« La vague de grèves déferlant sur l'Allemagne est un problème intéressant directement notre pays. Les industriels d'Allemagne bénéficient d'un important avantage : les bas salaires. L'institution des hauts salaires en Grande-Bretagne est une conquête qui doit être défendue. Mais cette conquête serait bien plus assurée si la paye des ouvriers allemands était aussi élevée que celles de leurs camarades britanniques. » (Daily Express.)

« Il serait bon pour l'Allemagne, et sans doute aussi pour l'Europe en général, que la crise actuelle, sans devenir trop sérieuse, contraignit les dirigeants politiques et économiques de l'Allemagne Fédérale à accorder plus d'attention aux revendications des salariés des usines et des champs. » (Manchester Guardian.)

Analogues ont été les commentaires du Monde. Quant aux staliniens français, ils tiennent beaucoup plus à leur opposition parlementaire contre la C.E.D. qu'à la solidarité ouvrière, et leur presse fut extrêmement discrète sur les grèves.

Sur la scène politique allemande, cette réapparition du prolétariat comme force se conduisant indépendamment de la sage tutelle de ses "représentants" a apporté quelque perturbation. Au moment où Adenauer l'"homme fort de l'Europe", jouait ses dernières cartes en faveur de la C.E.D., cette intervention inopinée de la classe ouvrière a encouragé les sociaux-démocrates à élever le ton de leur voix ; c'est le moment que leur leader Ollenhauer a choisi pour proposer de renouer les négociations avec Moscou. Il se peut fort bien que l'échec de la C.E.D. et l'agitation ouvrière marquent pour Adenauer la fin d'une période de direction presque totalitaire de la vie politique allemande.

La classe ouvrière du pays le plus industrialisé du continent vient de redécouvrir que la lutte de classe ouverte et directe paie, beaucoup plus que la conciliation, la « participation à la gestion » des entreprises et les promesses syndicales. C'est la réfutation la plus éclatante de la propagande stalinienne sur la passivité et la discipline aveugle des ouvriers allemands — propagande qui vise à attiser la haine et le chauvinisme chez les ouvriers français.

(6) « Il n'y a de bons allemands que ceux qui sont morts ». (Ilya Ehrenbourg).

La bureaucratie syndicale, comme l'expérience l'a prouvé dans bien d'autres cas et en particulier en France, emploie tout son poids et toute sa technique pour empêcher l'extension des grèves. Le prolétariat allemand pourra maintenant en tirer la leçon.

Enfin, si les grèves d'août ont pu paraître tourner court, elles posent pour l'avenir une perspective de luites. Comme le déclarait un délégué des ouvriers dans un meeting lors de la reprise des métallos bavarois, « nous n'avons formulé que des revendications minima et nous n'étions pas décidés à combattre réellement. De cette expérience nous tirons des leçons. C'était la répétition générale ; nous savons qu'il y a encore beaucoup à apprendre ».

ANDRÉ GARROS.

NOTE SUR LES STATISTIQUES. — Les chiffres concernant la production industrielle, la productivité du travail et les salaires réels s'appuient sur les séries publiées dans le « Bulletin Mensuel de Statistique des Nations Unies », New-York, juillet 1954. Les principaux éléments en sont indiqués dans le tableau ci-dessous ; toutes les séries sont des indices sur la base 1943 = 100, sauf les gains horaires dans l'industrie (exprimés en pfennigs) et la durée du travail hebdomadaire (exprimée en heures). Les données trimestrielles ne sont pas exactement comparables avec les données annuelles, qui sont plus complètes, et celles concernant le deuxième trimestre 1954 sont provisoires.

	1953			1954		
	(Moyen. ann.)			(trimestres)		
	I	II	III	IV	I	II
Gains horaires dans l'industrie	105	163	160	163	163	163
Cout de la vie	100	108	109	108	107	108
Gains horaires réels	100	143,7	139,8	143,7	145,1	143,7
Production industrielle	100	251	235	250	276	274
Emploi dans l'industrie	100	130	126	131	132	133
Durée du travail hebdomadaire	42,9	47,4	45,9	48,0	48,6	47,4
Emploi corrigé pour variations des heures de travail	100	145,2	134,8	146,6	151,8	150,5
Productivité par heure-ouvrier	100	172,9	174,3	170,5	185,3	186,4

Un journal ouvrier chez Renault

Des ouvriers d'un atelier de chez Renault ont publié, au mois d'avril dernier, un tract sur la hiérarchie des salaires. L'écho que ce tract a provoqué, aussi bien dans leur propre atelier que dans d'autres ateliers de l'usine a été important ; rapidement, des ouvriers de plusieurs ateliers se sont mis en contact et ont décidé de publier un journal mensuel destiné à toute l'usine. Le premier numéro de « Tribune Ouvrière », ronéotypé sur quatre pages, a ainsi paru au mois de mai et son succès auprès des ouvriers a confirmé le besoin que ceux-ci éprouvent d'un organe d'expression indépendant, non inféodé aux deux blocs impérialistes. Les perspectives et le contenu de ce journal ont été un des principaux points

de discussion lors de la dernière réunion de lecteurs de « Socialisme ou Barbarie ».

Depuis, il est paru quatre numéros de « Tribune Ouvrière », le dernier daté du mois de septembre. Les extraits que nous en publions ci-dessous montrent dans quel esprit est réalisé cet effort, qui représente pour la première fois depuis les Comités de lutte apparus dans quelques usines en 1947, un essai de création, au niveau de l'usine, d'un embryon d'organisation des ouvriers permanente et indépendante des bureaucraties syndicales et politiques.

Notre groupe fera tout ce qui est en son pouvoir pour appuyer cet effort matériellement et idéologiquement. Nous avons assuré jusqu'ici le service de « Tribune Ouvrière » aux abonnés de la Revue. Les lecteurs qui voudraient recevoir « T.O. » peuvent nous écrire ; toute aide financière sera précieuse. Également précieuses seront les suggestions, contributions ou critiques et en particulier celles provenant des ouvriers d'autres usines et d'autres régions.

« Socialisme ou Barbarie » publiera, dans ses prochains numéros, des textes consacrés à l'étude de cet effort, des problèmes qu'il soulève et de ses perspectives.

LE TRACT PUBLIE EN AVRIL 1954.

« Des ouvriers de l'annexe de l'A.O.C. ont pris l'initiative de publier un journal d'atelier qui puisse exprimer leurs positions sur des problèmes qui touchent la classe ouvrière. Ils veulent que ce journal soit le reflet de la vie de l'atelier. A tous les colonnes sont ouvertes pour qu'ils puissent exprimer leur point de vue sur ces questions.

Ouvrons le débat sur la hiérarchie des salaires.

D'un côté nous savons que la direction de l'usine veut créer de nouvelles sous-catégories en plus de celles qui existent déjà.

D'un autre côté, tous les syndicats soutiennent une revendication qui, si elle était adoptée, amènerait une augmentation horaire de salaire s'échelonnant progressivement de 45,80 pour le manoeuvre I (à condition que ce dernier travaille au rendement) jusqu'à 77,05 pour le P 3.

Dans les deux cas, aussi bien le Patron que les syndicats tendent à accroître d'une façon absolue l'éventail hiérarchique qui existait déjà.

Nous pensons qu'au contraire les ouvriers doivent tendre à resserrer cet éventail. Non pas en demandant une augmentation seulement pour les petits salaires, mais en demandant que tous les salaires soient augmentés d'une façon dégressive.

Si les patrons et la direction de l'usine paient les O.S. moins cher que le professionnel, c'est parce qu'il se trouve plus d'O.S. que de qualifiés sur le marché du travail, c'est parce que l'on peut remplacer les O.S. impunément sans que la production s'en ressentisse à condition de conserver toutefois les qualifiés. Ceci permet à la direction une pression beaucoup plus forte sur cette masse qu'elle exploite sans merci tandis qu'elle paie plus cher les professionnels pour se les attacher.

Cependant, les écarts hiérarchiques entre deux catégories voisines ne sont le plus souvent pas justifiés ni par la quantité, ni par la qualité du travail fourni. Les écarts de salaires entre un O.S. 1 et un O.S. 2 ou

entre un P 1 et un P 2, entre un P 2 et un P 3 ne correspondent à rien. Des ouvriers faisant le même travail reçoivent des paies différentes. La seule justification d'une telle différence est pour la direction la nécessité de diviser les ouvriers entre eux, de faire des privilèges et des brimés.

La direction veut à présent étudier les cas particuliers pour augmenter cette division. Personne ne touchera plus le même salaire.

Quelques arguments nous ont été opposés. Les voici :

On nous dit qu'il faut soutenir la hiérarchie parce qu'elle permet l'émulation dans le travail.

On s'étonne beaucoup que ce soit les syndicats ouvriers qui parlent le langage que les syndicats patronaux pourraient tenir avec plus de logique.

Qu'est-ce que les ouvriers ont à défendre, la production, le travail ou leur salaire et leur solidarité ? Si on soutient l'émulation du travail, il faudra la soutenir jusqu'au bout quand Lefaucheux viendra prouver par A + B qu'un tel doit gagner plus qu'un tel.

Les intérêts de l'O.S. et du P 3 sont fondamentalement les mêmes : se défendre contre l'exploitation. Alors pourquoi essayer encore de grossir le fossé qui sépare l'O.S. du P 3, fossé qui se solda par 20 et 30.000 fr. de différence par mois. Est-ce cela rechercher l'unité de la classe ouvrière ?

On nous dit encore : si la différence hiérarchique n'est pas assez grande tout le monde voudra passer dans les catégories inférieures.

Et alors ? En supposant cette absurdité que tout le monde préférerait les travaux pénibles et fastidieux, ce n'est tout de même pas la volonté des ouvriers qui détermine les besoins de direction.

S'il faut 18.000 O.S., tous les professionnels auront beau être tous masochistes et vouloir aller travailler dans les chaînes, la direction n'en acceptera pas un de plus.

De même, les 18.000 O.S. auront beau être tous docteurs en droit qu'ils resteront tout de même O.S.

On nous dit aussi que les O.S. n'ont qu'à se débrouiller.

Dans les grèves, si tous les O.S. refusent de marcher le mouvement est voué à l'échec. C'est cette union élémentaire de la solidarité que l'on a même oublié. Le sort de tous les ouvriers est lié et pourtant jusqu'ici tous les mouvements ont rapporté des augmentations hiérarchisées. Ceux qui subissent les plus lourds sacrifices dans les grèves parce qu'ils sont les moins payés, ne bénéficient que de la plus petite part des augmentations.

On nous dit qu'il faut avoir la maîtrise avec nous.

Ce n'est pas une façon d'avoir la maîtrise avec nous en la chouchoutant, en augmentant l'écart de salaire entre eux et nous, mais au contraire en les rapprochant le plus de notre condition.

Alors à ce moment peut-être...

Avec de telles idées, on pourrait alors dire :

« Lefaucheux avec nous », et pour cela il suffirait de ne rien revendiquer du tout, mais alors c'est nous qui serions « avec Lefaucheux ».

Nous savons que la hiérarchie est la base même de toute la société capitaliste, c'est pourquoi nous pensons qu'il serait utopique de penser que la hiérarchie peut être supprimée dans le système capitaliste, mais nous pensons qu'il est possible d'en restreindre l'éventail et que c'est dans cette voie que toute revendication doit être posée. Ce n'est que dans ce cas que peut se réaliser l'unité.

Nous posons le principe, il est impossible de déterminer à une faible minorité quelle peut être la revendication à suggérer.

Mais nous demandons à tous les ouvriers des différents ateliers de discuter ce problème et dans le cas d'un accord, de prendre contact avec

nous pour essayer de déterminer ensemble les revendications que nous pourrions proposer.

EXTRAITS DU N° 1 (mai 1954) :

Que voulons-nous ?

Une forte organisation syndicale ou politique peut proposer, donner des consignes. Une faible minorité d'ouvriers ne peut pas le faire.

Ce que nous voulons, c'est faire cesser la tutelle que depuis plusieurs années exercent sur nous les grandes organisations dites ouvrières. Nous voulons que tous les problèmes concernant la classe ouvrière soient débattus par les ouvriers eux-mêmes. Nous soumettrons ces problèmes à la discussion la plus large.

Nous pensons que les organisations syndicales et politiques actuelles trompent les ouvriers, mais que les ouvriers ne sont pas encore capables de créer d'autres organisations véritablement autonomes. Quant à nous, il ne nous appartient pas de créer de toutes pièces une organisation ouvrière qui ne représenterait que nous-mêmes. Une organisation véritablement ouvrière ne pourra être créée qu'avec l'appui et la volonté des ouvriers. Nous devons en préparer les bases.

Ce que nous proposons, c'est de faire de ce journal une tribune à laquelle nous vous demandons de participer. Nous voudrions que ce journal reflète la vie et l'opinion des ouvriers. Il ne tient qu'à vous qu'il en soit ainsi.

La grève de 24 heures du 29 avril.

La C.G.T. a lancé une grève de 24 heures. Les ouvriers n'ont pas suivi. Pourquoi ? En août 1953, 4 millions et demi de salariés avaient cessé le travail. Les syndicats n'ont pas lancé alors le mot d'ordre de grève générale. Pourquoi ? Pourquoi les ordres de grève ne viennent-ils pas lorsqu'on les attend et pourquoi viennent-ils lorsque la plupart des ouvriers n'en veulent pas ?

En fonction de quel critère la bureaucratie syndicale lance-t-elle ses mots d'ordre ? Coordonne-t-elle la volonté des ouvriers des différents secteurs ? Certainement pas. La bureaucratie syndicale décide et fait ensuite exécuter ses ordres par tout son appareil de responsables.

Le syndicat décide du principe de la grève de 24 heures, décide de la revendication et dit ensuite aux ouvriers : « C'est à vous de discuter ». Discuter quoi ? Il ne s'agit pas évidemment de discuter ce qui a déjà été décidé en haut lieu, ni du principe de la grève, ni de la justesse de la revendication, car si l'on met en doute ces deux décisions on devient automatiquement un agent du Patronat et un saboteur de la grève. La seule chose que les ouvriers peuvent discuter c'est la manière de faire exécuter la grève.

On appelle cela de la démocratie ouvrière. C'est du charlatanisme.

Pour la bureaucratie syndicale, préparer une grève c'est en parler pendant trois mois sur tous les tons, l'écrire sous toutes les couleurs, en pensant qu'à force les ouvriers seront convaincus.

Pour la bureaucratie syndicale, préparer une grève c'est affirmer au départ qu'elle sera un succès.

Pour la bureaucratie syndicale, préparer une grève c'est envoyer régulièrement des lettres d'invitation aux bureaucrates syndicaux des autres centrales.

Et les ouvriers dans tout cela ? Ce sont ceux qui exécuteront les ordres.

Que cette grève ait échoué, nous n'avons pas à nous en réjouir, car de tels échecs ne font que répandre le désarroi et la confusion parmi les ouvriers. Il serait trop facile de prétendre que les ouvriers qui ont refusé de faire grève avaient compris qu'on les trompait. Cela n'a pas été tous les jours le cas. Mais il est également trop facile de prétendre que c'est par stupidité ou par manque de conscience que les ouvriers n'ont pas débrayé. Pour ceux qui raisonnent ainsi, la conscience de classe n'est pas autre chose que la discipline vis-à-vis du syndicat. La réalité est bien différente.

Depuis dix ans, des organisations aussi puissantes que la C.G.T., la C.F.T.C., et F.O., ont entretenu le prolétariat dans des illusions en affirmant tantôt que la solution était dans l'accroissement de la production, tantôt qu'elle pouvait être trouvée par des grèves tournantes et non généralisées. Mais devant ces méthodes de lutte et devant les résultats, qui se soldent par un accroissement continu de l'exploitation, les ouvriers ont perdu l'espoir d'attraper la carotte qu'on leur montre. Pendant des années, ils ont suivi les ordres et ils en sont arrivés à la situation actuelle. Doit-on s'étonner de ce qu'aujourd'hui ils refusent de continuer avec les mêmes méthodes ? L'enthousiasme des travailleurs a été usé par des actions limitées, des petites grèves sans issue.

Aujourd'hui, comme en août 1953, la C.G.T. ne peut pas dépasser ces formes de lutte qui se limitent à des grèves tournantes. Tout en voulant faire croire aux ouvriers qu'elle les défend, la C.G.T. redoute en réalité des actions de grande envergure qui la compromettraient vis-à-vis des bourgeois et des généraux adversaires de la C.E.D. avec lesquels elle veut s'allier. De plus, des actions plus larges, ne manqueraient pas de dépasser les objectifs limités qu'elle a établis. Ce n'est pas par hasard si un responsable cégétiste des P.T.T. déclarait pendant les grèves d'août qu'il valait mieux 21 grèves de 24 heures qu'une grève de 21 jours.

De cette dernière grève de 24 heures, nous en tirons les conclusions :

1. Sur les méthodes :

Toute revendication et toute action doit être au préalable discutée le plus largement possible par les ouvriers. Ce n'est que dans cette mesure qu'elles pourront être défendues efficacement. Ce n'est aussi que par ce moyen que pourra se réaliser l'unité ouvrière.

2. Sur les revendications :

Il faut qu'elles soient capables d'unir étroitement toute la classe ouvrière. C'est pourquoi nous défendons les revendications non hiérarchisées : augmentation uniforme pour tous.

3. Sur les formes de lutte :

Des améliorations appréciables ne pourront être obtenues qu'au prix de grandes luttes et de gros sacrifices. Il faut le dire. Ceux qui prétendent que les grèves de 2 ou de 24 heures peuvent donner des résultats, trompent les ouvriers. Pour préparer ces grandes luttes, nous aurons à combattre non seulement le Patronat et le Gouvernement bourgeois, mais aussi à nous débarrasser de toutes les illusions qu'entretiennent les centrales syndicales.

La préparation de ces luttes ne peut se faire que par une prise de conscience des ouvriers et c'est cette conscience de classe que nous voulons développer à travers l'exposition et la discussion des problèmes que nous aborderons ensemble dans ce bulletin.

Aux camarades qui nous lisent.

Nous voulons que ce journal soit l'œuvre non seulement d'ouvriers de l'usine Renault, mais aussi d'ouvriers d'autres usines. Ces feuilles sont ouvertes à tous les ouvriers qui ont quelque chose à dire sur les problèmes qui touchent la classe ouvrière dans son ensemble. Une partie du journal sera réservée, à chaque parution, à la critique du numéro précédent. Nous vous demandons d'exprimer vos critiques, de nous écrire ce que vous pensez des problèmes traités.

Ce journal ne peut vivre que par nos efforts ; il dépend donc de tous ceux qui y participent ; plus nous aurons de l'argent plus nous étendrons sa diffusion. Le dernier numéro revenait à 15 francs l'exemplaire. Nous espérons réduire le prix en le tirant nous-mêmes, ce qui nous permettra aussi d'augmenter le nombre de pages.

Encore la hiérarchie.

On a coutume de justifier la hiérarchie des salaires en rappelant le nombre d'années d'études que doivent faire les ouvriers et les techniciens pour acquérir leurs connaissances. Nous avons déjà montré que cette justification n'était bien souvent pas évidente. Avec la division du travail de plus en plus poussée, les barrières entre les catégories d'ouvriers sont de moins en moins nettes. Quelle différence de travail y a-t-il entre un P 1 et un P 2 ? Entre un O.S. et un P 1 ? etc...

La division des ouvriers en un grand nombre de catégories a surtout une justification politique. Si les ouvriers ne touchent pas le même salaire, ils pourront se jalouser ou rejeter la responsabilité de leur bas salaire sur celui qui touche 10 ou 15.000 francs de plus pour un travail à peu près semblable.

Mais une certaine hiérarchie pourrait se justifier dans l'usine capitaliste dans le sens qu'un travail qui demande plus d'apprentissage doit être plus payé que celui qui n'exige aucune connaissance particulière. Il n'en reste pas moins vrai que ceux qui sont les plus payés dans la société et dans l'usine ne sont pas obligatoirement ceux qui possèdent des connaissances plus grandes.

Pourquoi les cadres, la maîtrise, touchent-ils des salaires beaucoup plus élevés ? Ce n'est pas à cause de la qualité de leur travail qui, le plus souvent, consiste à surveiller, à prendre des mesures disciplinaires, à faire respecter les lois du travail, choses que beaucoup pourraient faire (il y a évidemment des exceptions et il arrive que la maîtrise ait des fonctions de direction et des capacités techniques). Mais si les fonctions de direction des cadres ne nécessitent pas des connaissances particulières, elles exigent par contre le dévouement le plus absolu à la Direction de l'usine et aux intérêts de l'entreprise. C'est pour cela qu'ils sont mieux payés que le reste du personnel.

Il est courant de voir les cadres choisis parmi les adhérents des organismes confessionnels ou des partis politiques ayant la cote. Leur dévotion au régime et à l'entreprise compte davantage que leurs capacités techniques ou simplement intellectuelles, car pour faire le travail il y a les armées d'ouvriers, de techniciens et d'ingénieurs.

La classe dominante de la société, le patron ou le directeur d'une usine, estime que ceux qui défendent la production et en même temps ses intérêts, doivent être mieux rétribués que ceux qui exécutent et qui subissent cette production. Plus cette classe dominante voudra exercer

de pression sur les ouvriers, plus elle augmentera l'écart de salaire entre les cadres et les ouvriers. C'est un fait connu que l'on augmente les salaires de la police à l'occasion de grandes grèves.

Le système hiérarchique est dirigé en premier lieu contre l'ouvrier ; il est la base même de toute société capitaliste et ne peut être détruit qu'avec la destruction de ce type de société.

Cependant, la hiérarchie des salaires est défendue non seulement par les patrons mais aussi par les syndicats. Bien entendu, dans des cas particuliers, lorsque les ouvriers s'opposent aux revendications hiérarchisées, les syndicats consentent à modifier leur position, comme chez Renault par exemple, mais ce ne sont en réalité que des mesures démagogiques, « pour avoir la clientèle », qui ne changent pas l'orientation générale. Sur le plan national, aussi bien la C.G.T. que F.O. et la C.F.T.C. défendent les augmentations de salaire hiérarchisées.

Nous n'insisterons pas sur la politique suivie par F.O., la C.F.T.C. et le S.I.R., car ce qui caractérise ces syndicats depuis des années — opposition à toute action de classe et soutien de la politique de la bourgeoisie française — n'a pas changé aujourd'hui.

Nous, nous sommes contre la hiérarchie qui divise les ouvriers. Nous sommes pour l'unité des ouvriers dans leur lutte contre l'exploitation.

Et la C.G.T. ? Elle est aussi pour l'unité, mais pas la même ! Elle est pour l'unité de « tous les bons Français » et ne peut donc qu'être POUR la hiérarchie des salaires, car elle considère comme bon Français le bon contremaître, le bon patron, le bon général, le bon policier, le bon ministre qui diront « non » à la C.E.D. par exemple (quant à nous, si nous disons NON à la C.E.D., c'est pour des raisons tellement différentes que nous ne nous considérons pas dans le lot des bons Français. D'ailleurs, la C.G.T. ne s'y trompe pas et préfère de beaucoup tendre la main aux généraux adversaires de la C.E.D. qu'à ceux qui, comme nous, n'arrêtent pas leur antimilitarisme uniquement à cette C.E.D.).

C'est l'unité politique des bons Français que veut la C.G.T., mais cette unité-là s'oppose à l'unité des ouvriers.

Le mot d'ordre de la C.G.T. est « Tout le monde avec nous ».

Quand elle s'adresse à la maîtrise et aux cadres, elle dit : « Il faut relever l'éventail hiérarchique ».

Quand elle s'adresse aux bons capitalistes, en quête de bénéfices, elle dit : « Il faut que vous commerciez avec l'Est ».

Et la solution à tout cela, c'est de changer de gouvernement et de laisser tout le reste en place.

Ce que veut la C.G.T., c'est que le gouvernement soit favorable à la politique internationale qu'elle propose, et pour cela elle est prête à collaborer avec n'importe qui, à défendre n'importe quoi, sauf, bien entendu, les intérêts des ouvriers.

Si l'on promet à la maîtrise un relèvement de l'échelle hiérarchique, nous savons que cela est contre nos intérêts.

Si l'on promet aux capitalistes de faire des bénéfices, nous savons que ces bénéfices seront faits sur notre dos. Comment pourrait-il en être autrement ?

On ne peut ménager la chèvre et le chou, dire que l'on est avec les patrons et avec les ouvriers à la fois. On est pour les uns ou pour les autres.

Puisqu'il est impossible de concilier des intérêts absolument opposés et puisque nous appartenons à la classe que l'on exploite, nous devons répondre NON à tout projet de revendication hiérarchisée, parce que la hiérarchie agit contre nous et nous lie plus étroitement au système auquel nous nous opposons sans cesse.

Réponse aux lecteurs.

A la lecture de « Tribune Ouvrière », beaucoup de camarades ont dit : « C'est très bien ce que vous dites-là, mais que faut-il faire ? »

Dans le premier numéro, il était dit qu'une toute petite minorité d'ouvriers ne pouvait pas donner de mots d'ordres et ne pouvait pas appeler à la constitution de nouvelles organisations de masses. Mais cette idée elle-même demande à être discutée. Il ne suffit pas de dire « Que faire ? », il faut aussi proposer quelque chose, et à ce sujet, ceux qui ont quelque chose à dire doivent le faire.

Nous avons été habitués à recevoir des directives et à les appliquer. Aujourd'hui, il y a bien encore des directives, mais plus personne ne les suit. Nous nous trouvons donc devant un refus des ouvriers à appliquer les ordres des grandes centrales syndicales, et cela parce que la majorité des ouvriers a perdu, d'une manière ou d'une autre, la confiance en ces centrales.

Est-ce que pour cela notre situation est meilleure ? Ne sommes-nous plus des exploités ? Est-ce que l'avenir nous réserve « des lendemains qui chantent » comme on nous le promettrait au moment de la reconstruction de la France ?

Nous pouvons dire que personne ne se fait d'illusions à ce sujet.

Il nous faut donc d'abord bien regarder autour de nous, nous rendre compte de la situation que nous fait le capital, et réagir, non pas à la manière de ceux qui nous ont trompés jusqu'à ce jour, mais en repensant comment dans le passé la classe ouvrière a réagi contre des formes d'exploitation diverses. Les exploités ont beaucoup appris des luttes ouvrières, aux ouvriers d'apprendre maintenant comment réagir contre le sort qui nous est fait.

Que constatons-nous ?

1° Que nous travaillons plus d'heures qu'après 1936, pour un pouvoir d'achat inférieur.

2° Que le travail est devenu plus intense et plus productif chaque jour. Un seul ouvrier sur machine-transfert fait le travail de 20, 50 et même 100 ouvriers.

3° Que le patronat a perfectionné toutes sortes de formes de division des travailleurs par la hiérarchie, le travail au rendement, et maintenant le système des postes de travail.

4° Que la part que prélève l'Etat sur le travail et la production en général est de plus en plus grande, et que ce prélèvement sert à l'entretien d'une armée (avec ses armements colossaux), de guerres aux quatre coins de la terre, de la police et d'une bureaucratie toujours plus grande.

5° Que la discipline dans les ateliers devient toujours plus dure et la répression plus violente contre toute opposition.

6° Que notre travail a perdu petit à petit tout ce qu'il avait de créateur pour ne plus devenir qu'une simple répétition de gestes automatiques.

7° Et enfin que l'avenir, plus que jamais, nous apparaît sombre et terrible, que personne ne peut dire de quoi sera fait le lendemain.

Il y a là, jeté péle-mêle, un certain nombre de faits réels dont chacun se rend compte, ils ne sont pas le fruit de l'imagination et c'est à tous ces problèmes qu'il faut donner une réponse, dire par quels moyens on peut s'y opposer, les entraver ou les détruire.

Essayons de répondre aux points posés :

1° *La durée du travail et le pouvoir d'achat :*

Nous constatons que notre salaire n'est pas fonction de la durée et de l'intensité de notre travail (puisque en 1936 nous avons travaillé 40 heures par semaine avec un moins grand productivité et que notre pouvoir d'achat était supérieur). Donc, notre pouvoir d'achat est uniquement déter-

miné par notre combativité. Nous devons donc lutter à toutes les époques pour la diminution de la journée de travail ; le patronat dans le même temps nous donner notre salaire qui ne peut pas être inférieur à celui d'aujourd'hui car celui-là représente exactement le minimum en dessous duquel on ne peut pas descendre.

D'autre part, la diminution du temps de travail est une des revendications qui doit satisfaire toutes les catégories et par là même unifier la lutte qui débordera automatiquement ce simple objectif pour reposer toutes nos autres revendications.

Le passé nous apprend qu'à partir de cette revendication les travailleurs de tous les pays se sont unis et ont imposé au patronat la diminution successive de la journée de travail jusqu'à cinq jours de huit heures.

Il a fallu toute la soumission au patronat des dirigeants syndicaux et particulièrement Croizat pour imposer à nouveau aux travailleurs de France la semaine de quarante-huit heures.

2° *L'intensité du travail* doit être combattue sous toutes ses formes, depuis la lutte contre le travail au rendement en général, à tous les moyens particuliers contre les cadences.

Nous refusons le travail au rendement par principe, car c'est une mystification qui a pour but de faire croire à l'ouvrier que plus il travaille, plus il gagne.

Le travail au rendement, tout en étant déjà une méthode ancienne, a été largement développé depuis la fin de la guerre par les dirigeants de la C.G.T. Leurs pleurichements actuels contre les cadences infernales ne doivent pas nous faire oublier que c'est eux qui ont poussé les ouvriers à crever systématiquement les plafonds et à porter les coefficients de production à 150 % et jusqu'à 200 % dans certains ateliers, tels que le Décolletage et les Forges.

Pendant ce temps, des ateliers entiers d'ouvriers et d'ouvrières n'arrivent pas à régler et sont payés au mini.

Lutter contre le travail au rendement c'est expliquer à nos compagnons de travail qu'il ne faut pas s'abrutir pour essayer de réaliser des temps trop bas, qu'il ne faut pas se laisser couler sans rien dire, ce qui fait que les temps sont considérés comme faisables. Qu'il ne faut pas essayer de s'en tirer par des trucs de toutes sortes.

La lutte contre le travail au rendement doit se porter sur le principe même, à savoir que nous considérons le salaire à 150 % comme un minimum et que nous n'avons pas à nous laisser tromper par des faux calculs, mais à exiger ce salaire déjà tellement insuffisant.

EXTRAITS DU N° 3 (juillet-août 1954) :

Quelques vérités sur le comité d'entreprise.

On nous a dit : « Votez au C.E. et vous obtiendrez 40 heures payées 48 ; 3 semaines de congés payés, 25.000 francs de prime pour tous ».

On prend les ouvriers pour des imbéciles. Nous conseillons à ceux qui croient encore que leur bulletin de vote pour le C.E. peut leur apporter tout cela, de lire le texte de loi sur le Comité d'Entreprise, dans lequel il est dit en toutes lettres : « Le C.E. ne saurait avoir aucun caractère revendicatif » ; pourtant on ne le croirait pas à lire la presse de ceux qui se présentent aux élections, mais ils mentent pour obtenir leur place.

A quoi donc sert-il ce fameux C.E. A cela, il sert à proposer « toutes mesures tendant à améliorer le rendement et à accroître la production ».

Donc non seulement le C.E. ne sert pas les ouvriers mais il est l'organe de collaboration, de coopération avec le Patronat. C'est l'union tant rêvée par beaucoup de gens entre le Travail et le Capital. Au profit de qui cela ? Au profit de la production, au profit du patron.

On assoie quelques ouvriers syndiqués autour du tapis vert, on leur demande des suggestions sur les mesures tendant à améliorer la production.

Pourquoi cela ? Pour faire croire à leurs camarades qui travaillent à la machine, qu'autour du tapis vert ils sont représentés et ils gèrent en collaboration avec le patron. Mais ce qu'ils oublient souvent c'est que « ces camarades » du Tapis Vert dès qu'ils demandent ne serait-ce qu'un son d'augmentation, le patron ou la direction peut se fâcher tout rouge et congédier ces gens qui ne respectent pas la loi. Lorsqu'ils demandent que les bénéfices soient partagés parmi les ouvriers, le patron peut leur montrer le texte de loi qui leur démontrera qu'ils sont la pour défendre la production. Et, pour défendre la production il faut de nouvelles machines, de nouveaux immeubles, etc... Il faut donc investir ces bénéfices dans d'autres capitaux pour concurrencer les autres entreprises. Le patron ou la direction peut démontrer fort justement que si les bénéfices sont répartis parmi les ouvriers cela ne rapportera rien à l'entreprise, et que ça ne rapportera qu'aux ouvriers. Mais au Comité d'Entreprise il est bien entendu pour tous, que ce ne sont pas les ouvriers que l'on défend.

Quand les patrons demandent la collaboration des syndicats c'est bien pour une chose : c'est pour rouler les ouvriers.

Nous n'avons pas voté pour qui que ce soit au C.E., non pas parce que nous étions embarrassés pour savoir qui devait s'asseoir devant Lefaucheur mais parce que s'asseoir devant Lefaucheur pour discuter de la production sert encore à faire croire aux ouvriers qu'ils gèrent eux aussi l'Usine et qu'ils partagent les bénéfices.

Nous ne le croyons pas, nous ne voulons pas le faire croire aux autres. Nous voulons simplement dire la vérité.

Encore les 40 heures.

La revendication des 40 heures paraît pour certains ouvriers une revendication irréalisable.

Le fait est là.

Une des raisons de cet état de choses est incontestablement le système d'heures supplémentaires qui abolit pratiquement la loi des 40 heures. On a institué un système de salaire très compliqué qui fait qu'aujourd'hui les heures dépassant la quarantième sont plus payées. Souvent les ouvriers, au lieu de réclamer une augmentation de salaire, préfèrent une augmentation d'heures de travail.

Le but que s'était assigné le gouvernement dans ce sens a été atteint. La deuxième raison est que, depuis dix ans, on a rabâché aux oreilles des ouvriers que leur salaire est fonction du travail qu'ils donnent. On a dit, et l'on dit encore : « Produisez plus, vous aurez plus de bien-être ». Mais là, il suffit de faire remarquer que c'est d'une part en 1936, c'est-à-dire au moment de la loi des 40 heures, que les ouvriers avaient, proportionnellement, plus de bien-être et que c'est dans les époques où ils font 48 heures et plus, qu'ils ont un salaire inférieur à celui de 36.

Il est vrai qu'à chaque occasion l'on ne manque pas d'arguments pour augmenter la durée et l'intensité du travail.

Hier c'était le « Retrousser Vos Manches » pour reconstruire.

Aujourd'hui, c'est pour que la France puisse concurrencer les autres pays et demain ce sera pour préparer la prochaine guerre, puis pour la faire ; ensuite ce sera pour reconstruire ce que l'on aura détruit, et ainsi de suite...

On n'en finira jamais.

La production capitaliste n'est pas une production qui sert aux ouvriers. Le produit du travail n'est pas partagé parmi tous les membres de la société. Une partie de ce travail va dans la poche des capitalistes et de leurs représentants, une partie est engloutie dans des organismes qui servent à maintenir l'exploitation des ouvriers (les C.R.S. par exemple). Une autre partie sert à augmenter l'intensité du travail des ouvriers par le développement de bureaux de chronométrage, de bureaux d'études de postes, etc., qui ont pour but de rogner toutes les minutes des ouvriers pour la production. Ainsi, on se trouve dans ce cas, qu'une partie du travail de l'ouvrier servira à payer des gens comme les chronos, qui auront pour fonction d'accélérer les cadences. Enfin une autre partie, et c'est la plus importante, sert à augmenter la production elle-même, par l'achat de nouvelles machines, la construction de nouvelles usines. Le développement de cette production n'a comme aboutissant que la production de guerre qui non seulement ne servira pas aux ouvriers, mais qui se retournera contre eux, puisqu'ils devront utiliser ces armes les uns contre les autres.

Ce phénomène n'est pas nouveau. Que les ouvriers produisent plus ou produisent moins, qu'ils fassent 40 heures ou 48, qu'ils aient de gros salaires ou des petits, le résultat sera le même ; ils produiront toujours pour les autres.

Ce n'est pas un excédent de produits qui déterminera les capitalistes à faire des augmentations de salaire ou à diminuer la journée de travail.

Ni ce n'est la fin de la guerre d'Indochine qui pourra y changer quoi que ce soit.

La journée de travail de 40 heures, l'augmentation des salaires ne pourront se réaliser que si les ouvriers entrent en lutte et sont les plus forts. Pour cela il faut qu'ils ne gardent plus d'illusions sur les possibilités des gouvernements, que ceux-ci soient de droite ou de gauche.

Ces revendications ne pourront être maintenues que si les ouvriers, sans se fier aux accords de tous genres, sont continuellement prêts à défendre ce qu'ils auront acquis. Une chose est certaine, c'est que de telles revendications accordées par le gouvernement, entraîneraient un handicap sérieux pour tout le système capitaliste.

Quand on nous dit que les patrons peuvent accorder 40 heures payées 48, cela veut dire que ceux qui ne veulent pas les accorder sont de mauvais patrons mais que des bons pourraient le faire.

La réalité est tout autre, le patronat et le gouvernement n'ont accordé ces revendications que lorsqu'ils y ont été obligés par les ouvriers comme en 1936.

On veut nous faire croire aussi que si le capitalisme ne faisait pas la guerre, les ouvriers pourraient obtenir les richesses qui y sont englouties mais on oublie de nous dire que s'il y a des guerres c'est justement parce qu'une grande partie du travail de l'ouvrier lui est extorquée.

De telles revendications sont très difficiles à obtenir car ce sont des revendications qui ébranlent le système lui-même. Cela n'a pas à nous faire peur, de telles revendications ont infiniment plus de valeur que la lutte individuelle et morcelée contre les cadences de travail par exemple. Le système de travail aux pièces, aux délais, à la chaîne, permet un développement individuel et progressif de tous les ouvriers. Les cadences ne sont pas les mêmes pour tous, c'est pourquoi lutter contre elles est assez difficile.

Par contre, la lutte pour une diminution des heures de travail, malgré que sa réalisation paraisse plus lointaine, est plus réalisable car elle peut englober la totalité des ouvriers ; elle peut réaliser leur union. Mais là, il faut bien le dire, cette lutte sera impossible tant que les ouvriers attendront encore les bons patrons, les bons gouvernements et leurs bons ministres.

C'est dans ce sens, que ceux qui leur font croire cela sont les complices de leur misère.»

«Socialisme ou Barbarie» à l'étranger

Nous avons pensé qu'il intéresserait les lecteurs de *Socialisme ou Barbarie* d'être informés de l'écho que la revue commence à susciter parmi les milieux révolutionnaires d'autres pays et des commentaires ou traductions de nos textes publiés par des journaux ou périodiques étrangers. Nous n'en parlons pas pour nous décerner des louanges par personnes interposées — nous pensons que les camarades de l'étranger ne peuvent nous aider qu'en nous critiquant, et pour l'instant ils ne nous critiquent guère — mais à cause de l'importance politique de ce rétablissement des contacts internationaux entre groupes et publications d'avant-garde et de la convergence idéologique qui commence à se dessiner parmi eux.

Il y a maintenant près de six ans que *Socialisme ou Barbarie* paraît. Pendant cette période, les échos de notre effort ont été rares, pour ne pas dire nuls, aussi bien en France qu'à l'étranger. Nous savions qu'il ne pouvait en être autrement, et que nous avions à continuer et à attendre. Nous savions qu'ailleurs des camarades poursuivaient un effort souterrain qui un jour arriverait à la surface, que d'autres parcouraient une évolution idéologique qui ne pouvait que les rapprocher de nos positions. C'est ce qui commence à se produire maintenant, et qui confirme notre conviction sur la puissance des idées révolutionnaires et la renaissance inéluctable du mouvement prolétarien international.

Certes, il ne s'agit pas de crier victoire. Le jour où une organisation révolutionnaire mondiale pourra naître est encore très loïn. Mais il est essentiel de constater qu'une étape importante est actuellement franchie et d'en prendre pleinement conscience, car il en découle non seulement une confirmation de notre perspective révolutionnaire mais aussi et surtout de nouvelles tâches idéologiques et pratiques.

Le journal ouvrier *Correspondence*, publié aux Etats-Unis (dont nous avons parlé dans les n° 13 (p. 82) et 14 (p. 74 de cette Revue), publié dans son n° 21 (10 juillet 1954) une note sur *Socialisme ou Barbarie*, dans laquelle il insiste en particulier sur la contribution de notre revue pour « créer un pont entre la classe ouvrière européenne et américaine », en publiant la traduction de *L'Ouvrier américain* dans ses n° 1 à 8, et en les faisant précéder d'une introduction qui « montre combien profondément le traducteur a compris la contribution spécifiquement américaine de ce texte aussi bien que sa signification universelle ».

Le groupe « Spartacus » de Hollande, sur lequel nous comptons informer davantage nos lecteurs dans un prochain numéro (et qui est proche des positions de A. Pannekoek) après avoir publié une note sur notre revue et nos positions, présente dans son journal *Spartacus* une traduction du texte « La grève chez Renault », et dans sa revue théorique

Action et pensée une traduction de « La bureaucratie syndicale et les ouvriers », parus dans le n° 13 de *Socialisme ou Barbarie*.

En Italie, la revue *Prometeo*, publiée par les camarades du Parti Communiste Internationaliste en collaboration avec d'autres groupements de gauche (1), imprime dans son numéro de mars une traduction de larges extraits de l'éditorial « Socialisme ou barbarie » publié dans notre n° 1.

D'autre part, le journal *L'Impulso*, organe des Groupes Anarchistes d'Action Proletarienne d'Italie, a publié un commentaire sur notre n° 14.

Les G.A.A.P. représentent en Italie la tendance nouvelle qui s'est affirmée depuis quelques années dans l'ancien mouvement anarchiste et qui a fini par rompre avec les conceptions et les groupes traditionnels. Tout comme la Fédération Communiste Libertaire en France, ils ont une position internationaliste et révolutionnaire ; leur programme de « communisme libertaire » s'appuie sur une analyse matérialiste des rapports sociaux et de l'évolution du monde moderne. Par ailleurs, ils collaborent à la revue *Prometeo*, mentionnée plus haut.

L'Impulso (An. VI, n° 6, 15 juin 54) écrit :

« La revue française *Socialisme ou Barbarie*, dont les positions de gauche ouvrière sont proches de celles de *Prometeo*, vient de publier un numéro extrêmement riche.

Un long texte de Pierre Chaulieu sur la « Situation de l'impérialisme et perspectives du prolétariat » trace les lignes du développement impérialiste pendant les cinquante dernières années, en analysant particulièrement la deuxième guerre mondiale et le récent après-guerre. Les traits communs des impérialismes américain et russe, ainsi que leurs différences structurelles, les tendances des deux blocs antagoniques vers la guerre, les tâches de l'avant-garde révolutionnaire sont fermement exposés dans une analyse complète et convaincante.

D. Mothé publie un article intéressant sur la phase de la dégénérescence des syndicats (« Le problème de l'unité syndicale »). Irréductible du point de vue théorique (point de vue adopté par les G.A.A.P. à leur première Conférence Nationale), il est discuté dans le domaine tactique.

La discussion entre Anton Pannekoek, le dirigeant bien connu des « tribunistes » hollandais pendant la première guerre mondiale, compagnon de Hermann Görter et sérieux opposant de l'Internationale Communiste après en avoir été un des fondateurs, et Pierre Chaulieu, un des rédacteurs de la revue, est d'une grande importance au point de vue de l'élaboration de la théorie révolutionnaire. On ne peut qu'être d'accord avec la ferme et brillante critique que ce dernier fait de Pannekoek, dont les positions vis-à-vis de l'I.C. sont, ou plutôt ont été, historiquement justifiées, mais qui se trouvent aujourd'hui dépassées tout comme les thèses face auxquelles elles représentaient une saine réaction.

Il y a, enfin, un vivant portrait polémique de Wilhelm Pieck, une traduction du journal de la gauche ouvrière américaine *Correspondence* et des documents de *la Vie ouvrière* ».

(1) Voir dans le n° 11 de « Socialisme ou Barbarie », l'article de A. Vega : « La crise du bordiguisme italien », p. 26 à 46, et dans le n° 12, p. 88 à 96, « La plateforme politique du P.C.I. d'Italie ».